

Le gouvernement du Royaume-Uni devrait annuler la visite du Prince William dans l'Israël de l'apartheid

18 avril 2018/ Par le Comité National Palestinien (BNC) / UK

Le voyage du Prince William en Israël prévu cet été enfreindrait sept décennies de politique britannique contre les visites officielles en Israël de la famille royale. Malgré de nombreuses invitations, la famille royale a évité ces visites afin de ne pas marquer du sceau d'une approbation royale les violations israéliennes des droits humains palestiniens depuis plusieurs décennies. Alors que le gouvernement d'extrême-droite israélien intensifie ses violations du droit international, ce n'est pas le bon moment pour établir un nouveau précédent. Le Royaume-Uni devrait faire pression sur Israël pour mettre fin à ses violations des droits palestiniens et annuler le voyage du Prince William.

Le 1er mars, la monarchie britannique a annoncé que le Prince William visitera Israël au cours d'un voyage régional cet été, devenant le premier membre de la famille royale à le faire. La société civile palestinienne, telle qu'elle est représentée dans le Comité national palestinien pour le Boycott, le désinvestissement et les sanctions (BNC) appelle le gouvernement britannique à annuler la visite du Prince William pour éviter d'ajouter l'insulte aux nombreuses blessures infligées par l'impérialisme britannique aux peuples autochtones de Palestine.

Le gouvernement israélien a un dossier bien documenté de son usage des visites internationales pour masquer ses graves violations des droits humains. Il utilisera cette visite pour

couvrir le massacre sporadique continué contre des manifestants palestiniens non armés à Gaza réclamant la liberté et le droit garanti par les Nations Unies des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers d'origine.

« Un blanchiment royal » de l'occupation militaire israélienne longue de plusieurs décennies et de son apartheid contre le peuple palestinien est mal. Et il est particulièrement offensant lorsqu'il coïncide avec le 70ème anniversaire de la Nakba de 1948, la catastrophe, lorsque la société palestinienne fut détruite et la plupart des Palestiniens nettoyés ethniquement, en grande partie grâce à la complicité britannique officielle dans le projet colonial sioniste en Palestine.

Des dizaines de milliers de Palestiniens dans la Bande de Gaza occupée et assiégée ont manifesté pacifiquement depuis le 30 mars, la Journée de la Terre, pour réclamer leurs droits. Ils ont été accueillis par les snipers de l'armée israélienne qui ont adopté une politique de tirer-pour tuer-ou-mutiler, tuant plus de 30 personnes à ce jour, y compris des enfants, et en blessant plus de 1600, la plupart avec des balles réelles.

En novembre dernier, les Palestiniens ont marqué les 100 ans de la Déclaration de Balfour, qui a joué un rôle significatif dans le soutien et l'enracinement de la colonisation de la Palestine. Cette fatidique déclaration britannique, émise avec une arrogance coloniale typique, constituait une déclaration de guerre contre notre peuple. Elle a facilité la naissance de l'état suprémaciste et d'exclusion d'Israël qui maintient un régime d'apartheid et opprime systématiquement le peuple autochtone palestinien, nous dépouillant de nos droits fondamentaux, reconnus par les Nations Unies, y compris le droit au retour, le droit à l'égalité et le droit à l'auto-détermination.

Depuis 1948, le Foreign Office britannique a demandé à la famille royale britannique de ne pas faire de visites

officielles en Israël, malgré de nombreuses invitations, pour éviter de marquer du sceau d'une approbation royale les violations israéliennes des résolutions onusiennes, du droit international et des droits humains depuis des décennies. La visite du Prince William ébranlerait sept décennies de politique britannique sur cette question. Pourquoi maintenant ?

Est-ce qu'Israël a mis un terme, ou même a diminué, ses violations systématiques des droits humains palestiniens et du droit international ? A-t-il mis un terme à son siège de deux millions de Palestiniens dans la Bande de Gaza occupée, ou à son nettoyage ethnique systématique de communautés palestiniennes entières dans Jérusalem occupée, dans la Vallée du Jordan ou le Néguev ?

A-t-il cessé sa construction du Mur illégal d'apartheid et des colonies en territoire occupé syrien ou palestinien, y compris Jérusalem-Est ?

A-t-il annulé ces dizaines de lois racistes qui réduisent les citoyens palestiniens de l'état à être des citoyens de seconde zone ?

Est-ce qu'Israël a respecté la condition de son admission aux Nations Unies—à savoir le droit au retour pour les réfugiés palestiniens ?

Loin de mettre un terme à ces violations, le gouvernement d'extrême-droite israélien a intensifié ses violations du droit international avec un sentiment sans précédent d'impunité, particulièrement depuis l'élection de l'administration xénophobe de Trump aux Etats-Unis.

La Nakba continuelle d'Israël est rendue possible grâce au soutien massif militaire, économique et politique des gouvernements occidentaux, y compris celui du Royaume-Uni. Mettre fin à la complicité britannique avec le régime d'oppression israélien n'est pas un acte de charité. C'est une

mesure qui a été finalement prise contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, suite à une pression populaire.

C'est aussi l'obligation légale du Royaume-Uni de s'abstenir d'aider et d'être complice des sérieuses violations par Israël du droit international.

Au lieu d'envoyer un membre de la famille royale en Israël, le Royaume-Uni devrait mettre fin à son commerce d'armes avec Israël, bannir tout commerce avec les colonies illégales israéliennes et offrir des compensations pour les décennies de complicité britannique officielle avec les crimes d'Israël contre les Palestiniens.

Nous demandons que le gouvernement britannique annule le voyage du Prince William en Israël. Il est plus que temps qu'Israël rende des comptes pour ses crimes contre le peuple palestinien. Au 70ème anniversaire de la Nakba palestinienne, le Royaume-Uni devrait se repentir et s'excuser pour son propre rôle dans ce crime, et faire pression sur Israël pour mettre un terme à ces violations des droits palestiniens. A tout le moins, il ne devrait pas aider Israël à les perpétrer.

Le Comité national palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement global de Boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits palestiniens.

Source: BNC

Traduction: C.G pour BDS France